

L'urgence climatique en question



Photo Christian Guyard

Le 105^e congrès du SNJ s'est tenu du 4 au 6 octobre, à Albi, dans un cadre aussi agréable qu'adapté à nos travaux militants. L'essentiel des interventions a tourné autour du thème principal ("urgence climatique, urgence médiatique") mais les échanges ont également porté sur les États généraux de l'information, l'intelligence artificielle ou le soutien à la presse de proximité... Sans oublier l'élection des instances dirigeantes du syndicat.

« **L**a lutte contre le dérèglement climatique est sans doute le grand combat de notre siècle: quel rôle peuvent jouer les journalistes? ». Dès l'ouverture du grand débat public, dans la salle Pratgraussals, le ton est donné. À l'invitation du SNJ, la journaliste Anne-Sophie Novel, la députée écologiste Cyrielle Châtelain et la chercheuse Yamina Saheb débattent, ensemble et avec la salle, des défis à relever et des solutions à trouver. « *Les journalistes, les médias sont-ils à la hauteur?* »

Pendant trois jours, de nombreux intervenants se sont succédé à la tribune afin d'évoquer la médiatisation de leurs combats pour l'environnement: des opposants au projet d'autoroute A69, des syndicalistes de la Confédération paysanne ou encore des militants Faucheurs volontaires. Simon Duteil, codélégué général de Solidaires, a également rappelé l'engagement de notre union syn-

dicale dans l'Alliance écologique et sociale (collectif associant aussi Greenpeace, Attac, Oxfam, la FSU...).

Plus près de la profession, le congrès a questionné la formation scientifique des journalistes, mais aussi l'indépendance des rédactions de proximité, qu'elles soient privées (*La Dépêche du Midi*) ou publiques (France Bleu, France 3). Autant d'échanges suivis avec attention par un groupe d'étudiants de l'EJT (École de journalisme de Toulouse), présent pour réaliser un journal quotidien sur le congrès.

Votes de motions

Plusieurs décisions ont fait l'objet de discussions et de votes. Le SNJ a notamment choisi de participer aux États généraux de l'information voulus par Emmanuel Macron, tout en restant méfiant sur la sincérité de la

démarche, et sceptique sur l'efficacité du dispositif (*lire en page une*). Avec nos camarades de l'Union syndicale Solidaires, les militants ont pu faire le bilan de la mobilisation contre la réforme des retraites du début d'année: qu'a-t-il manqué à ce mouvement massif pour gagner?

Le rapport d'activité du Bureau national, largement consacré aux atteintes à la liberté d'informer et aux luttes syndicales sur les salaires, a été débattu puis adopté, tout comme le rapport financier.

Le jeudi après-midi, des ateliers militants ont permis de travailler sur les droits voisins, les trésoreries des sections, ou la couverture sociale (avec notre partenaire Audiens).

Plusieurs motions de soutien ont été adoptées par le congrès: elles concernent les journalistes afghans, un confrère espagnol détenu en Pologne, les salariés du *Quotidien de la Réunion*, mais aussi les lanceurs d'alerte environnementale du Tarn. Une autre motion, exigeant des moyens pour la presse de proximité, a été votée. Elles sont toutes consultables sur le site du SNJ.

Bravo Albi, et rendez-vous en octobre 2024 à... Nancy, pour le 106^e congrès du SNJ!

**Agnès BRIANÇON-MARJOLLET
et Antoine CHUZEVILLE**

Olivier Dubois invité d'honneur

La venue a été un des moments forts de ce congrès. Le plus émouvant, sans aucun doute. Retour en arrière. Octobre 2022, congrès du SNJ à Lyon. Le syndicat est alors mobilisé, depuis un an et demi, pour obtenir la libération d'Olivier Dubois. Adhérent du SNJ, correspondant pour de nombreux médias (*Jeune Afrique, Libération, Le Point...*) au Mali, il avait été capturé en avril 2021, lors d'un reportage, par un groupe djihadiste. Pour exiger sa libération, et appuyer un communiqué en ce sens, les militants présents au congrès de Lyon se rassemblent dans le hall d'entrée, tenant tous à la main le portrait d'Olivier. Ce magnifique cliché, Olivier Dubois le découvre des mois plus tard, à son retour en France, en mars 2023. Ému par ce geste de solidarité, il a choisi d'en faire sa "bannière" sur les réseaux sociaux. Et c'est tout naturellement qu'il a répondu à l'invitation de son syndicat à participer au congrès d'Albi. Pendant près d'une heure, le vendredi après-midi, Olivier a chaleureusement remercié ses

consœurs et confrères pour leur soutien. Il a également tenu à partager son expérience, la réalité de ses conditions de travail au Mali, et les circonstances de sa capture. Il est aussi revenu sur les dernières semaines, et sa vie "d'ex-otage": « *Il m'a fallu plusieurs mois pour retrouver mes esprits, être capable de mener à nouveau une vie à peu près normale*, explique-t-il. *Je n'ai pas encore repris le travail, je n'en étais pas capable. Mais aujourd'hui, j'ai à nouveau envie d'écrire, peut-être sous forme d'articles, ou sous forme de documentaires, on verra!* ».

L'échange se termine sous une salve d'applaudissements, juste avant de prendre une photo souvenir d'Olivier entouré par les congressistes, et de profiter tous ensemble d'une soirée conviviale, avec algot au menu!

Un grand merci pour ta visite Olivier, elle nous a beaucoup touchés. Te voir libre et souriant parmi nous était un grand bonheur. À la prochaine camarade, nous te souhaitons tout le meilleur pour tes futurs projets!

A. B.-M. et A. C.

Ça fait (beaucoup trop) causer

« *On lui a collé un homme car une femme toute seule à la tête du SNJ, ça le faisait pas!* » Combien êtes-vous à avoir pensé ça après le congrès d'Albi? Peu, peut-être. Mais c'est déjà trop pour moi. J'aurais préféré que le syndicat dans lequel je milite depuis plusieurs années ait d'autres sujets de discussions. Mais il faut croire qu'en 2023, une femme qui arrive à la tête d'un syndicat, c'est encore un sujet.

Et quand elle n'y va pas seule, c'est pire. Pour celles et ceux qui se posent la question: on ne m'a pas collé un homme, on ne m'a jamais imposé d'y aller à deux. Ce duo, ce binôme, je l'ai demandé, je l'ai réclamé. C'était l'une des conditions de ma candidature.

Pourquoi? Parce que j'étais consciente (même si j'étais loin de la réalité) de la charge de travail et de la charge mentale que représente ce mandat. Parce que je souhaitais rester journaliste et garder un pied dans la rédaction. Parce que j'avais très envie de continuer à représenter mes collègues du *Dauphiné libéré* (les premiers qui m'ont élu). Alors, pour tout ça, il fallait partager ce mandat. En se basant sur l'ancienneté, la connaissance de la collégialité et l'expérience au SNJ, Antoine a été le candidat idéal. Nous avons expérimenté le travail à deux pendant deux ans auprès de l'équipe des salariées du SNJ, sans accroc.

Réduire ce binôme à un homme qui accompagne une femme, c'est dénier les qualités et compétences d'Antoine qui sont essentielles dans la réussite de cette direction à deux. C'est réduire ma présence à un effet d'affichage qui prouverait que le SNJ évolue...

Je n'ai pas prévu de passer les deux ans de ce mandat à prouver que je suis à ma place. Avec Antoine et la collégialité, nous allons faire de notre mieux pour la profession, les consœurs et confrères. C'est à nos côtés que je vous attends, pas dans des discussions inutiles.

Agnès BRIANÇON-MARJOLLET

Un binôme à la tête du syndicat

Comme toutes les années impaires, le congrès d'Albi était « électif ».

Le jeudi matin, le SNJ a élu le Comité national 2023-2025. L'aboutissement d'un travail complexe puisque la réforme des statuts votée en 2022 avait modifié la composition de notre parlement et le nombre de sièges par région. L'instance compte désormais 114 élus titulaires, dont plus de 40% de nouveaux élus.

Le jeudi soir, la soirée électorale a vu les candidats au Bureau national (BN) se présenter tour à tour devant le congrès. Très ému, et très applaudi, Emmanuel Poupard en a profité pour remercier ses camarades et rappeler qu'il allait « *passer la main* » après avoir assumé pendant quatre ans le mandat de Premier secrétaire général. Seuls deux militants, Agnès Briançon et Antoine Chuzeville, se sont proposés pour lui succéder, mais « *en duo, pour se partager la charge de travail* ». Une démarche inédite, saluée par une partie du congrès, mais pas toujours bien comprise par certains (voir le billet ci-contre).

Si le nombre total de candidatures est une déception (seuls 28 sièges sur 30 sont pourvus, car seulement 14 femmes se sont présentées), certaines régions font leur retour au BN après une longue absence.

Bruce Régent, journaliste réunionnais, permet ainsi aux sections d'outre-mer d'être à nouveau représentées. Avec Geneviève Thivat, Joëlle Maraschin, Thomas Lestavel et Corinne Couté, il fait partie des cinq militants qui intègrent le Bureau national pour la première fois.

Première pour une Première

Dès le vendredi matin, les élus présents se sont réunis afin de désigner l'exécutif du syndicat pour les deux prochaines années. Cinq secrétaires généraux composent la collégialité: Alexandre Buisine (*Nouveau Lyon*), Antoine Chuzeville (France Télévisions), Aziliz Le Berre (*La Nouvelle République du Centre-Ouest*), Emmanuel Poupard (*Le Courrier de l'Ouest*), et Agnès Briançon (*Le Dauphiné Libéré*). Cette dernière a été désignée par la collégialité Première secrétaire générale, nos statuts ne prévoyant qu'une seule personne à ce poste. Un poste que le SNJ, depuis sa création en 1918, avait toujours réservé à un homme. Les temps changent et c'est plus qu'heureux...

À la trésorerie, le binôme sortant, Isabelle Piroux (Radio France) et Patrick Guerrier (*La Dépêche du Midi*) est reconduit pour un deuxième mandat. Le congrès a également élu trois contrôleurs aux comptes et les six membres de la commission de médiation et de discipline.

Antoine Chuzeville, la force tranquille

Passionné de sport, de poker et de cinéma, son histoire avec le SNJ a démarré sur des charbons ardents, le jour où Serge Cimino, délégué syndical à France Télé, en est quasiment venu aux mains avec un directeur de la rédaction pour le faire embaucher. Comme il a bien fait !

L'anecdote n'a pas forcément dépassé les murs de France Télévisions, sa maison professionnelle, mais elle permet de remonter aux racines d'un engagement syndical ancré dans le concret. Premier secrétaire général du SNJ en binôme avec Agnès Briançon-Marjollet depuis octobre 2023 et le congrès d'Albi, Antoine Chuzeville, 46 ans, n'en serait peut-être pas là s'il n'avait fait de la résistance, un beau jour de 2005, après quatre ans de CDD, dans le bureau du directeur adjoint de la rédaction de France 3 national.

La titularisation promise deux mois plus tôt n'était plus d'actualité, le rendez-vous était en train de tourner au vinaigre. Antoine raconte : « Il me tend un papier avec des numéros de téléphone d'autres rédactions. J'ai refusé de sortir du bureau. Faites ce que vous voulez, appelez la sécurité, je ne partirai pas. »

C'est ainsi que son « père en syndicalisme », le délégué SNJ Serge Cimino s'est retrouvé front contre front face à ce directeur, dans une scène surréaliste. Ils en seraient sans doute venus aux mains sans l'intervention d'un autre cadre. Serge en a gardé un souvenir amusé : « J'ai bien fait de me battre pour lui ! » « Un mois après, j'étais titularisé », se souvient Antoine, habituellement plutôt enclin à renier toute forme de violence : « Je reconnais que c'était une manière un peu radicale de me faire embaucher. »

Passion poker

Un genre de coup de bluff qu'il affectionne, en bon joueur de cartes, lui qui encore aujourd'hui, une ou deux fois par an, « avec une bande de potes », peut partir une semaine à l'autre bout du monde pour participer à un tournoi de poker, une de ses « passions de gamins », avec le sport et le cinéma.

D'un point de vue personnel, rien ne prédestinait le « petit » Antoine et son mètre 88 à devenir journaliste, ni syndicaliste, ni

les deux, même s'il lui arrive de croiser son frère Julien, de deux ans son cadet, dans les manifs. Ancien bibliothécaire syndiqué à Sud Collectivités territoriales, ce dernier est surtout connu pour ses écrits de référence sur le mouvement ouvrier français.

Ses parents, qu'il décrit comme des « post-soixante-huitards » installés dans une ancienne ferme d'un petit village du Gers, étaient syndiqués, sa mère enseignante, à la FSU, son père ayant exercé divers métiers dans le social. À la maison, il y a toujours eu le *Canard Enchaîné*, *Charlie Hebdo*, *Télérama*...

Engagé contre le bizutage

Son premier contact avec le syndicat remonte quelques années avant son embauche au forceps avec la découverte du *Journaliste*, la revue du SNJ, à la bibliothèque de l'ESJ Lille. C'est là que tout avait commencé, après s'être rétamé au Capes d'histoire, « dans des proportions dramatiques ». Les écoles de journalisme, en revanche, lui faisaient les yeux doux, comme Mélanie, sa compagne franco-canadienne, rencontrée à cette époque. « J'ai pu choisir l'ESJ Lille. Ça avait marché parce que je prenais des risques dans mes dissertations. Un enseignant rencontré plus tard m'avait dit que ma copie de concours lui avait plu. »

L'ESJ Lille, ce sera une formation solide, assez vite orientée sur une spécialisation TV, et les premiers faits d'armes militants, porté par ses valeurs, une conscience sociale et citoyenne déjà éprouvée quelques années plus tôt dans ses années lycée, lorsqu'il s'agissait d'aller « bloquer les gares avec les cheminots ».

À l'ESJ, c'est en s'opposant au bizutage des 1^{er} année par les 2^e année, matérialisé par un « direct télé un peu humilant », qu'il s'était forgé une petite réputation de « fouteur de merde » auprès de la direction. Mais un an plus tard, après un long débat, il avait eu en partie gain de cause sur un boycott du bizutage.



Après des années de piges et de CDD, pour Stade 2 notamment, son parcours à France Télé le mènera du service des sports au service société/environnement de la rédaction nationale, qu'il a intégrée en 2022. Après un mandat à la SDJ, alors qu'il était encore pigiste, et déjà « attiré par l'action collective », sa vie professionnelle restera indissociable de son activité syndicale.

Jeune embauché et jeune élu SNJ en 2005, puis secrétaire général de la section FTV en 2012, il cite spontanément les militants l'ayant le plus marqué : Serge Cimino son mentor bien sûr, Carole Petit, Didier Givodan ou encore Dominique Pradalié. Élu au Bureau national pour la première fois en 2013, au congrès d'Angers, il aura eu aussi le « privilège » de côtoyer les ex-premiers secrétaires généraux Alain Girard et Anthony Bellanger, ou encore la référence juridique Danielle Darras.

Après deux mandats comme secrétaire général, ayant su se faire apprécier de tous par son écoute, sa bienveillance et son sens du dialogue, il a logiquement franchi le pas dans une formule de « binôme » qui est nouvelle pour le SNJ. Mais pas inconnue pour lui, qui l'a vu très bien fonctionner au sein de Solidaires, dans les instances de l'Union syndicale auxquelles il a participé pendant plusieurs années. Avec lui, avec elle, avec eux, le SNJ est entre de bonnes mains.

Vincent LANIER



Photo Antoine Doyen

Agnès Briançon, les "Conti" l'ont forgée

La couverture du mouvement social lié à la délocalisation de l'usine de pneumatiques Continental (Oise), en 2009, pour le *Courrier Picard*, a renforcé son envie de s'engager dans le combat syndical. Depuis, elle a gravi tous les échelons du SNJ, toujours au service des autres.

Ce binôme avec Antoine, c'est ce qui lui convenait le mieux. *« Je ne me sentais pas d'y aller toute seule, et ce partage des tâches, ça doit me permettre de garder mon ancrage local au DL auquel je tiens, assure-t-elle. J'ai eu un soutien de malade de ma section, et puis, sur le long terme, je sais bien que les combats les plus rugueux que j'aurai à mener le seront avec ma direction. »*

Son Code du travail sous le bras

Ses camarades de la section savent qu'ils peuvent compter sur elle. *« Agnès est dotée d'une impressionnante capacité de travail, ce qui lui a permis de se former à une vitesse incroyable sur tout un tas de sujets »,* précise Rémi Fessler, élu SNJ en poste à Bourgoin-Jallieu. *« À tel point, ajoute-t-il, que la direction du journal s'est souvent reposée sur son expertise en CSE, pour des questions d'ordre juridique. »*

Sa collègue de la locale d'Annecy, Colette Lanier, s'amuse pour sa part du *« Code du travail qu'elle trimbale aussi sûrement qu'un misel sous sa soutane de syndicaliste »*, ajoutant que la présence d'Agnès à l'agence se mesure aussi *« au niveau du bocal de bonbons »*: *« S'il est bas, c'est que ses fonctions syndicales l'ont éloignée de la rédaction depuis de nombreux jours. Le ravitaillement des troupes, et donc l'entretien de son moral par le sucre, est de son fait »*. Aînée de sa fratrie familiale (un frère et une sœur), et fille d'une employée de la Sécu devenue assistante sociale, Agnès est parfois aussi la maman d'un peu tout le monde autour d'elle.

D'un point de vue scolaire, si elle était selon elle *« plutôt cancre »*, à l'école du quartier de la ZUP de Chambéry où son père avait fait le choix d'exercer, Agnès se souvient avoir *« toujours voulu être journaliste »*. Chose faite en 2001, après l'obtention de son diplôme à l'IJBA (Bordeaux), même si un prof lui avait prédit le

contraire. La suite, ce sera sa titularisation au *Courrier Picard* en 2002, après quelques mois de CDD (notamment pour l'hebdomadaire *Le Messenger* en Haute-Savoie).

Après l'affaire des "Conti", le rachat de la coopérative ouvrière du *Courrier Picard* par le groupe Rossel déclenchait l'ouverture de la clause de cession, qu'elle décidait finalement de prendre, pour rebondir, quelques mois plus tard, en août 2010, au DL. Trois semaines en CDD à la locale de Chambéry, puis un CDI pour Saint-Jean-de-Maurienne, où les relations avec son collègue en poste sont rapidement devenues invivables. *« C'est là que j'ai commencé à mettre mon nez dans le Code du travail. Avec le recul, ce que j'ai subi, c'était du harcèlement moral, même si à la fin il n'avait plus de prise sur moi. »*

« Que tout le monde trouve sa place »

En novembre 2018, Agnès est nommée à la locale d'Annecy, où elle est toujours en poste. Ayant appris à rendre coup pour coup, elle a revigoré la section syndicale SNJ, avec un leitmotiv qui revient souvent dans sa bouche: *« D'abord il faut se faire respecter par le patron. Il y a des lois, tu les appliques, mon gars. »* Très vite, elle découvre le SNJ et son niveau national, les dossiers à gérer, les débats sans fin sur tous les sujets, et parfois les prises de bec et les querelles d'ego... Et la voilà propulsée à la tête du SNJ. Pas toute seule, elle y tient. Avec l'envie de faire en sorte que *« tout le monde trouve sa place »*.

Mais ne lui dites surtout pas que c'est génial que ce syndicat centenaire ait enfin placé une femme à sa tête: *« Je ne suis pas un symbole. La femme elle a un nom, un prénom, je ne veux pas être réduite à ce truc d'être une femme. Comme on le dit avec Azizil Le Berre (N.D.L.R.: une autre SG), on ne veut pas être la caution nichons du syndicat. »*

Vincent LANIER

Instituteur à Chambéry, son père était syndicaliste, militant CFDT. Petite, Agnès l'accompagnait régulièrement, les mercredis après-midi, à la Maison des syndicats: *« Il y avait là surtout des hommes, qui parlaient fort. »* Si cette fibre familiale a forcément imprégné son existence, c'est surtout, dans son esprit, la couverture du mouvement social des "Conti", lié à la délocalisation de l'usine de pneumatiques Continental de Clairoux (Oise), qui aura forgé sa conscience syndicale. Elle était alors, en 2009, en poste à Compiègne, au *Courrier Picard*.

Quatre mois de lutte, 1120 salariés sur le carreau, les piquets de grève tous les jours à 14h00, les manifs, les rendez-vous au bar Le Bon Coin avec les délégués syndicaux... Elle ne verra plus jamais les choses de la même manière: *« On en a rempli des pages entières. C'était incroyable de se retrouver à l'intérieur d'un conflit ouvrier, et de voir aussi le rôle que la presse pouvait jouer. »*

Si l'usine a fini par fermer, le SNJ y a gagné une militante à l'ascension fulgurante, qui cache sa modestie derrière un franc-parler au langage parfois fleuri. Déléguée syndicale au *Dauphiné libéré* (DL) depuis 2018, élue au Bureau national en 2019 puis secrétaire générale en 2021, Agnès Briançon-Marjollet, 44 ans, vient d'être élue première secrétaire générale du SNJ, en binôme avec Antoine Chuzeville, à l'occasion du congrès d'octobre 2023 à Albi.

Intelligence artificielle

Entre prouesses et graves dérives

Le congrès a permis un temps d'échanges autour de l'intelligence artificielle en compagnie d'Olivier Auradou qui, après seize ans de journalisme à *La Dépêche du Midi*, a fondé en 2019 Ekitia. Cette structure associative a trait aux usages des données et regroupe plus d'une soixantaine de membres.

Le discours d'Olivier Auradou s'appuie sur les moyens d'encadrer l'intelligence artificielle pour créer un cadre de confiance. « *Cela reste un outil, capable de prouesses ou de graves dérives* », explique-t-il. Le terme d'intelligence artificielle est apparu en 1956 mais c'est fin 2022 que ChatGPT s'est ouvert au grand public. L'application est celle qui a connu la plus forte progression dans le monde avec 100 millions d'utilisateurs en janvier 2023. L'ennui, c'est que cette ouverture au plus grand nombre s'est faite sans aucune compétence informatique, ce qui, bien sûr, génère des problèmes. Olivier Auradou explique, notamment, que les IA « *hallucinent* » : pour les rendre plus humaines, ses concepteurs y ont ajouté des approximations selon un taux d'erreur qui peut, tout de même, atteindre 30 %.

Identifier l'usage de l'IA

Les IA sont donc capables de fabriquer des fake news, ce qui, paradoxalement, pourrait redonner une nouvelle place aux journalistes, pourvoyeurs de « *real news* ». Autre défaut de l'IA : la confidentialité est nulle. « *Il n'y a pas de conditions générales d'utilisation. Raison pour laquelle, des collectivités, des entreprises, interdisent son utilisation en interne. Problème encore avec le non-respect des droits d'auteur : il est très facile pour l'IA de compiler divers extraits d'une série d'articles pour en créer un. Enfin, la possibilité de copier les voix est tout aussi problématique. Saviez-vous qu'il existe, d'ailleurs, un droit à la voix, comme existe le droit à l'image ?* », détaille l'intervenant.

Un constat qui pourrait s'avérer alarmant. Pour Olivier Auradou, la question n'est pas de savoir s'il faut se passer ou pas de l'IA. « *Il*



Pour Olivier Auradou, fondateur de l'association Ekitia, « *il n'y a pas moyen de stopper l'intelligence artificielle, en revanche, on peut la cadrer* ». Photo Christian Guyard

n'y a pas moyen de la stopper, en revanche, on peut la cadrer. Un règlement européen a bien été voté en mai dernier mais des entreprises de technologie et même certains politiques s'y opposent, comme ils s'opposaient, autrefois, au RGPD. Pour que l'IA soit acceptée par les citoyens, elle doit inspirer confiance. L'enjeu majeur reste donc la formation et l'information. Et je ne pense pas que l'IA remplacera, un jour, les journalistes », assure-t-il.

Pierre Ganz, notamment membre du bureau du Conseil de déontologie journalistique et de médiation, a rappelé que le CDJM avait rédigé avant l'été un outil sur les bonnes pratiques face à l'IA. Il est disponible le site web du CDJM. Quoi qu'il en soit, chacun doit veiller, au sein de sa rédaction, à ce que soit clairement identifiée, le cas échéant, l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Catastrophique à Euronews

Nos confrères d'Euronews ont exprimé leur désarroi. La direction leur a imposé un logiciel de traduction IA. Un double problème se pose :

1. Leur voix propre, lorsqu'ils lisent leur texte, est le fruit d'un long exercice, et n'est pas une voix automatique pour les auditeurs. Le résultat est tout à fait différent. Les confrères

de radio ou de télévision, qui ont une longue expérience dans ce domaine, peuvent donc légitimement exprimer leur inquiétude si jamais "l'expérience" s'étendait à d'autres médias.

2. Désormais, le travail principal des journalistes d'Euronews consiste à corriger les erreurs de la traduction automatique générée par l'IA, ce qui n'a plus guère d'intérêt au plan créatif, donc journalistique. Le résultat de ces traductions est très inquiétant lorsque l'on connaît la difficulté journalistique de transmettre des informations de qualité, donc tout en nuances. Nos confrères ne voient donc aucun avantage à l'IA, qui, à ce stade, leur fait perdre beaucoup de temps.

Cette politique de sabotage découle directement de la décision, prise par la direction en mars 2023, de supprimer les deux tiers de la rédaction dont de nombreux journalistes maîtrisant différentes langues. Cela s'avère donc bien catastrophique pour la qualité de l'information. Les craintes de nos élus SNJ sont, hélas, fondées.

Audrey LETELLIER et Laurence REY

Dans la foulée du congrès, le SNJ a rédigé une boîte à outils à l'intention de ses délégués intitulée « Introduction de l'Intelligence artificielle générative dans les rédactions : comment agir syndicalement ».